



**RÉGION ACADÉMIQUE
GUADELOUPE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Marché public de fournitures courantes ou de service

<h2>Cahier des Clauses Particulières (CCP)</h2>

MAPA N° 08_2025

Code CPV 79810000-5

Pouvoir Adjudicateur
Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et des Sports Rectorat de la Guadeloupe ZAC de Dothémare BP 480 97183 LES ABYMES cedex
Objet
Impression et livraison de livrets d'évaluations nationales du 1 ^{er} degré et tout autre livret d'évaluation à destination des établissements des îles de Guadeloupe et des îles du Nord.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Sommaire

Marché public de fournitures courantes ou de service	1
CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES.....	2
ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ	3
Article 1.1 Mode de passation et forme du marché	3
Article 1.2 Forme de l'accord-cadre	4
Article 1.3 Durée maximale du marché et d'exécution des bons de commande...4	
ARTICLE 2. DEFINITIONS ET OBLIGATIONS DES PARTIES	4
CONTRACTANTES.....	4
Article 2.1 Définitions	4
Article 2.2 Parties contractantes.....	5
Article 2.3 Titulaire.....	5
Article 2.4 Forme des notifications, reconductions et communications.....	5
ARTICLE 3 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
Article 3.1 Ordre de priorité des pièces contractuelles.....	5
ARTICLE 4. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS.....	7
Article 4.1 Description des prestations	7
Article 4.2 Confidentialité	8
Article 4.3 Lieux de livraison	8
Article 4.4 Quantités.....	8
ARTICLE 5. CARACTERISTIQUES DES DOCUMENTS D'EVALUATIONS	8
ARTICLE 6. DELAI D'EXECUTION.....	8
ARTICLE 7. CONDITIONS FINANCIERES.....	10
Article 7.2 Conditions de variations des prix.....	10
Article 7.3 Avances	11
ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT	11
ARTICLE 9. PENALITES DE RETARD	12
ARTICLE 10. LANGUE ET MONNAIE.....	13
ARTICLE 11. ASSURANCE	13
ARTICLE 12 RESILIATION DU CONTRAT	13
ARTICLE 13 REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....	14
ARTICLE 14 : DEROGATIONS	14

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur l'impression et livraison de livrets d'évaluations nationales du 1^{er} degré et tout autre livret d'évaluation à destination des établissements scolaires des îles de Guadeloupe et des îles du Nord.

Article 1.1 Mode de passation et forme du marché

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1, R 2162-1 à R 2162-6, R 2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la consultation pour des motifs d'intérêt général.

Article 4. 1-1 Allotissement

Le présent marché fait l'objet d'un allotissement.

N° du lot	Désignation
LOT 1	Impression et livraison de livrets d'évaluations nationales destinés aux établissements scolaires des îles de Guadeloupe.
LOT 2	Impression et livraison de livrets d'évaluations nationales destinés aux établissements scolaires des îles du Nord
LOT 3	Impression et livraison de tout autre livret d'évaluation destinés aux établissements des îles de Guadeloupe
LOT 4	Impression et livraison de tout autre livret d'évaluation destinés aux établissements des îles du Nord (Saint-Martin).

Liste des circonscriptions à livrer :

CIRCONSCRIPTIONS
IENT ABYMES 1
IENT BAIE -MAHAULT
IENT BASSE-TERRE
IENT BOUILLANTE
IENT CAPESTERRE B-E
IENT GOSIER

IEN GRANDE TERRE NORD
Enseignants
IEN POINTE A PITRE
IEN SAINTE-ANNE/MARIE-GALANTE
IEN SAINTE-ROSE
IEN SAINT-FRANCOIS

Article 1.2 Forme de l'accord-cadre

L'exécution des prestations est conditionnée à la passation d'accords-cadres à bons de commande au fur et à mesure de l'identification des besoins par le Pouvoir Adjudicateur.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- la date et le numéro de marché,
- la date et le numéro du bon de commande,
- la nature et la description des prestations à réaliser,
- le montant du bon de commande,
- les délais de livraison,
- les lieux de livraison des prestations

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Article 1.3 Durée maximale du marché et d'exécution des bons de commande

Le présent marché est conclu à compter de sa notification pour une période ferme d'un (1) ans, et pourra être reconductible trois (3) fois par voie tacite, pour une période d'un (1) an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre (4) ans.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction.

Toutefois, si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, ce dernier le notifiera au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception trois (3) mois avant l'échéance de la période en cours. La non-reconduction ne donne pas droit à indemnités.

ARTICLE 2. DEFINITIONS ET OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 2.1 Définitions

Au sens du présent document :

- Le rectorat de la Guadeloupe est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec son titulaire. Elle sera également désignée ci-après par le terme « pouvoir adjudicateur »

- Le titulaire est l'opérateur économique (ou le groupement d'opérateurs économiques) qui a été retenu pour exécuter les prestations définies dans le cadre du présent marché conclu avec le pouvoir adjudicateur.

Article 2.2 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- 1) Le pouvoir adjudicateur, d'une part,
- 2) Le titulaire dont l'acte d'engagement a été accepté par le pouvoir adjudicateur d'autre part.

Article 2.3 Titulaire

Le titulaire doit confirmer la désignation, dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification du marché, d'une ou plusieurs personnes physiques ayant la qualité pour le représenter dans l'exécution de celui-ci.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG FCS le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son domicile ou à son siège social ;
- au montant de son capital
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent.

Article 2.4 Forme des notifications, reconductions et communications

Lorsque la notification d'une décision ou communication doit faire courir un délai, ce document est notifié par écrit avec établissement d'un constat de bonne réception avec accusé de réception.

ARTICLE 3 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations prévalent dans cet ordre de priorité.

Article 3.1 Ordre de priorité des pièces contractuelles.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le présent cahier des clauses administratives générales (CCAG) ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations objet du

marché, si celui-ci s'y réfère ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Le cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) ainsi que le code de la commande publique sont consultables et téléchargeables sur le site suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics> , rubrique les textes.

Article 3.2 Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a eu accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 désigné « règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 4. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Article 4.1 Description des prestations

Les documents à imprimer et à livrer sont des cahiers, couverture comprise, en format A4.

Article 4. 1-1 *Caractéristiques générales*

	Types de livret – élèves en général	Types de livret - enseignants en général
Classique	Cahier plus généralement : A4 Impression : recto-verso	Cahier plus généralement : A4 Impression : recto-verso Impression : noir et blanc

	Impression : noir et blanc Papier : 90g Façonnage : plié agrafé	Papier : 90g Façonnage : plié agrafé
Adapté	Cahier plus généralement : A4 et en deux tomes Impression : recto-verso Impression : polychrome Utilisation de police spécifique Papier : 90g Façonnage : plié agrafé	Cahier plus généralement : A4 Impression : recto-verso Impression : noir et blanc Papier : 90g Façonnage : plié agrafé
Adapté Non-Voyants	Cahier plus généralement : A4 Impression : recto Impression : braille et noir et blanc Papier : 170g Façonnage : spirale métallique ou plastique	
Adapté Adulte Accompagnant	Cahier plus généralement : A4 Impression : recto-verso Impression : noir et blanc Papier : 90g Façonnage : plié agrafé	Cahier plus généralement : A4 Impression : recto-verso Impression : noir et blanc Papier : 90g Façonnage : plié agrafé
Adapté Sourds et malentendants	Cahier plus généralement : A4 et en deux tomes Impression : recto-verso Impression : polychrome Papier : 90g Façonnage : plié agrafé	Cahier plus généralement : A4 Impression : recto-verso Impression : noir et blanc Papier : 90g Façonnage : plié agrafé

Le pouvoir adjudicateur pourra **commander tout autre livret d'évaluation dont l'impression est devenue nécessaire** notamment en cas de nouvelle politique décidée par le ministère au cours dudit marché.

Les maquettes seront remises par le Rectorat de la Guadeloupe au titulaire du marché sous forme de fichier au format PDF accompagnées d'un bon de commande, signé par le Pouvoir Adjudicateur.

Outre l'impression des livrets, le Titulaire devra les stocker dans ses locaux et les livrer dans les délais requis (délais de rigueur précisés par la pouvoir adjudicateur) aux bureaux de circonscription selon les instructions qui lui seront communiquées.

Les modalités de distribution seront transmises au Titulaire à compter de la notification du marché.

Article 4.2 Confidentialité

Le titulaire devra veiller à respecter la stricte confidentialité des informations et des documents remis par le Rectorat de la Guadeloupe voire au-delà de l'exécution de la prestation. Il ne conservera aucun document informatique ou imprimé à l'issue de la phase de distribution.

Article 4.3 Lieux de livraison

Le titulaire est tenu d'assurer la livraison des livrets aux établissements de l'Académie de la Guadeloupe dont la liste sera communiquée par le Rectorat à compter de la notification du marché.

Article 4.4 Quantités

Les quantités sont décrites sur l'annexe jointe au présent CCP. **Les chiffres peuvent varier en cours d'année scolaire et à la fin de la période d'orientation.**

ARTICLE 5. CARACTERISTIQUES DES DOCUMENTS D'EVALUATIONS

Les descriptifs techniques sont précisés dans les bordereaux de prix unitaire joints (BPU). L'annexe jointe au présent CCP récapitule la nature et le nombre prévisionnel de livrets à imprimer.

ARTICLE 6. DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution court à compter de la date de notification du bon. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison.

Article 6.1: Délai de mise à disposition des livrets

Les cahiers seront mis à disposition du Titulaire par le pouvoir adjudicateur dans un délai raisonnable pour impression.

Les évaluations nationales dans le premier degré sont en principe prévues en début d'année scolaire et au cours de cette dernière (septembre et janvier) pour les écoles primaires et en janvier et mai pour les maternelles.

Pour tous les lots, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de communiquer les périodes de livraison souhaitées dans un délai raisonnable.

Lorsque le Titulaire ne peut livrer les documents dans les délais contractuels pour des raisons indépendantes de sa volonté, il s'engage à exécuter par tout moyen possible la prestation demandée dans les plus brefs délais.

Article 6. 2 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire

-soit en cas d'inexécution par ce dernier de ces prestations qui, compte tenu des exigences nationales, ne peut souffrir aucun retard.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute.

- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Ce délai est susceptible de modifications. Les services du Rectorat communiqueront les diverses modifications au titulaire du marché.

Article 6. 3 Clause de réexamen

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum du présent marché pourra être réévalué en cas de surconsommation notamment due à une modification de la politique à hauteur de 30% en cours d'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'émettre un avenant au contrat. Le pouvoir adjudicateur le notifiera la décision au titulaire.

ARTICLE 7. CONDITIONS FINANCIERES

Article 7.1 Prix

Les prestations sont réglées par des prix unitaires mentionnés dans le bordereau de prix selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Article 7.2 Conditions de variations des prix

Les prix sont révisables une fois par an à la date anniversaire du marché (date de notification) par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times \{0,15 + 0,85 \times [0,50 \times (ICHT-IME / ICH-IME_o) + 0,20 \times (FSD1 / FSD1_o) + 0,30 \times (CPF17-18 / CPF17-18_o)]\}$$

P = Prix de règlement nouveau

P_o = Prix aux conditions initiales du marché ou dernier prix révisé

ICHT-IME = Indice de coût horaire du travail pour les industries mécaniques et électriques.

Indice du mois de la révision des prix de moins de trois mois.

ICHT-IME_o = Indice de coût horaire du travail pour les industries mécaniques et électriques.

Indice du mois de la remise des offres moins de trois mois.

FSD1 = Représente l'indice « frais et services divers » du mois de la révision des prix moins trois mois.

FSD1_o = Représente l'indice « frais et services divers » du mois de la remise des offres moins trois mois. »

CPF17-18 = Indice du prix de production de l'industrie française de papier et carton, travaux d'impression et de reproduction pour le marché français. Indice du mois de la révision des prix de moins de trois mois.

CPF17-180 = Indice du prix de production de l'industrie française de papier et carton, travaux d'impression et de reproduction pour le marché français. Indice du mois de la remise des offres moins de trois mois.

Un mois avant la date anniversaire de notification du marché, le titulaire envoie pour acceptation sa demande au Rectorat comportant la formule de calcul, le taux applicable ainsi que le bordereau de prix révisé sur la base du taux retenu, à l'adresse suivante : ce.dag@ac-guadeloupe.fr et ce.achats-marchés@ac-guadeloupe.fr

Pendant le préavis, les services du rectorat peuvent émettre des bons de commande leur permettant de satisfaire leurs besoins à l'ancien tarif.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, le nouveau tarif ne sera pas opposable, le tarif en vigueur demeurant valable.

Le Rectorat dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs pour faire connaître sa décision ou ses observations sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés.

Néanmoins, si des circonstances exceptionnelles entraînent une augmentation supérieure au taux fixé ci-dessus par la formule de révision, le titulaire devra adresser au ministère une demande expliquant les raisons justifiant ce réajustement de prix.

Clause limitative dite de sauvegarde : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3 %.

Article 7.3 Avances

Le montant de l'avance est porté à 5 % du montant du marché.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Cette avance s'applique sur le montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois ; et n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance, que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, soit la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 80 % du montant du bon de commande au titre duquel est accordée cette avance.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-9 du Code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG FCS. La transmission et la réception des factures électroniques sont effectuées exclusivement sur le portail Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir initié à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Après exécution des prestations, le titulaire établira les factures correspondantes. Elles doivent être libellées à l'ordre de : Rectorat de la Guadeloupe - Plate-forme CHORUS- Parc d'activités la Providence - ZAC de Dothémare - BP480 - 97183 LES ABYMES CEDEX.

Et transmise par voie électronique via le portail de facturation :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Sur les factures devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- 1 le nom du service émetteur et le code d'identification du service chargé du paiement.
- 2 le nom et l'adresse du destinataire de la facture;
- 3 sa domiciliation bancaire ;
- 4 la mention exacte de la prestation ;
- 5 le numéro du bon de commande ou le numéro d'engagement attribué
- 6 le montant de la prestation exécutée en HT et TTC ainsi que les informations relatives aux déductions ou versements complémentaires.

- 7 le taux et le montant de la TVA ;
- 8 la référence du marché ;
- 9 la date d'émission de la facture.

Identifiant de la structure publique : SIRET 179 714 308 00238

Conformément à l'article 1^{er} du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le paiement est effectué, après vérification du service fait, dans un délai de « 30 jours à compter de la date de réception de la facture ».

Le défaut de paiement dans les délais prévus au présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de sept points.

ARTICLE 9. PENALITES DE RETARD

Les évaluations étant nationales et devant être passées dans le même temps pour tous les élèves, aucun retard ne saurait être toléré.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'Etat. Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS. Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de recette lors de l'établissement du décompte général.

Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le ministère se réserve le droit de faire encourir au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant est calculé comme suit :

200 euros par jour ouvré de retard + 10 % du montant de la commande HT

En cas de rejet de tout ou partie des prestations, dans les conditions indiquées à l'article 10 du présent CCP et si l'administration exige leur conformité aux stipulations du présent marché, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de rejet et la date effective de mise à disposition des prestations conformes à ces stipulations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, la somme des pénalités de retard est plafonnée à 20% du montant total commandé.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS, passé un délai de 7 jours ouvrés, le Rectorat se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, formalités, ni paiement d'indemnité, sauf si les retards sont imputables au pouvoir adjudicateur.

Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité :

En cas de non-respect des conditions et obligations de sécurité ou de confidentialité prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 700 euros HT par manquement.

Pénalités pour non-respect des conditions et obligations prévus dans les documents contractuels.

En cas de non-respect des conditions et obligations prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 700 euros HT par manquement.

ARTICLE 10. LANGUE ET MONNAIE

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.
La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 11. ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 12 RESILIATION DU CONTRAT

Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R 2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R 1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R 2143-8 du Code de la Commande Publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire,

cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L672-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du code de commerce. En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 13 REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, seul le tribunal administratif de BASSE-TERRE est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 14 : DEROGATIONS

L'article 9 du CCP déroge à l'article 41 du CCAG